

# LE CHIFFON ROUGE

EDITE PAR LES COMMUNISTES DE TARBES

Emploi, salaires, retraites



## EDITO

### En attendant 2012!

Le 21 avril, la droite a pris une gifle mémorable. Les Français ont donné à la gauche rassemblée une large majorité dans les Régions. Deux jours après, 800 000 personnes (salariés du public et du privé, retraités, chômeurs) descendaient dans la rue pour manifester leur opposition à la politique de Nicolas Sarkozy. Malgré ces revers, la droite et le MEDEF continuent, en l'aggravant, la même politique comme si rien ne s'était passé! Réformes des retraites, bouclier fiscal, suppressions massives de postes d'enseignants, de personnels hospitaliers, de policiers, mise en danger global de notre système d'éducation, licenciements quotidiens... Le gouvernement s'acharne à démolir tout ce qui est utile, vital aux Français, à démanteler tous les acquis sociaux bref, tout ce qui gêne le grand capital mondialisé.

**Pourtant, jamais les actionnaires des entreprises du CAC 40 ne se sont aussi bien portés!**

Par la campagne menée dans l'ensemble des régions, les communistes, au sein du Front de Gauche, ont pris toute leur place dans la victoire de la gauche. Tout de suite, les élus du Front de Gauche, au regard du résultat obtenu (7 % au niveau national et 11,9 % à Tarbes), mèneront batailles afin que les régions s'opposent aux néfastes décisions et soient un appui des luttes sociales.

Le scrutin, marqué par un rejet massif et populaire de la politique de la droite, ouvre de nouveau l'espoir d'une victoire de la gauche aux présidentielles de 2012.

Mais le niveau d'abstention est alarmant, traduisant tout à la fois le désespoir humain et social, mais aussi une défiance à l'égard de l'action politique et une incrédulité dans la capacité à changer de politique. Le FN prospère de nouveau grâce au désarroi des plus démunis.

Il ne s'agit pas, en 2012, de limiter les enjeux des présidentielles à une seule confrontation entre deux personnes ultra-médiatisées. Il s'agit de donner corps aux propositions concrètes empêchant l'enrichissement des actionnaires au détriment de la majorité du peuple.

D'ailleurs, la droite à Tarbes, comme ailleurs, est la même : personnes différentes mais même politique anti-sociale!!

**Dès maintenant, nous pouvons, nous devons résister et préparer l'avenir.**

Ancrer le Front de Gauche dans le paysage politique, lui donner la dimension d'un front d'actions et de projet politique, un front social et intellectuel, un Front populaire pour terrasser la droite et construire ensemble une société de progrès, voilà l'enjeu!

Alors, retroussons-nous les manches pour que, sur le terrain social et politique, ce soit l'espérance à gauche qui gagne le match!



## HOPITAL DE TARBES: ARRETONS LA CASSE

La loi Bachelot est en train de devenir opérationnelle. La casse de nos hôpitaux de proximité repart de plus belle. Le projet d'un hôpital commun à Lanne est toujours dans les cartons. Des services sont supprimés à l'Hôpital de Lourdes comme la réanimation. La chirurgie de Lannemezan est menacée. A Tarbes pour répondre aux besoins, certains services font appel à la sous-traitance du privé.

Tous nos hôpitaux sont touchés par la pénurie, ce qui fait le lit du privé ou sont pratiquées les surrénumérations à la charge du patient (Cela peut atteindre des centaines d'euros).

Les services publics hospitaliers de notre département sont menacés et la construction d'un hôpital commun à Lanne ne fera qu'aggraver la situation.

Face à cette casse, des salariés de la santé et des usagers se sont mobilisés pour la défense et le développement des hôpitaux de proximité.

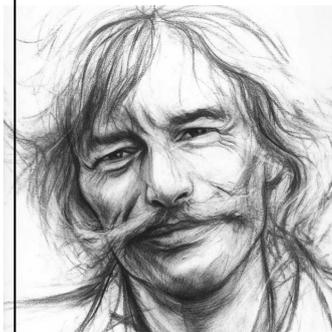
Malgré la forte opposition de la population à la casse de l'hôpital (pétitions signée par 20 000 personnes contre l'hôpital de Lanne, votation à Lannemezan à l'initiative du PCF où 6000 votants ont refusé la fermeture de la chirurgie) la droite avec Trémège et Artigave en tête continue la casse et maintien coûte que coûte le projet de l'hôpital commun. Nous pouvons les faire reculer en mobilisant massivement les Hauts-Pyrénéens, contre l'hôpital unique de Lanne, contre la fermeture des services.

Les communistes vont prendre des initiatives pour que cette riposte soit la plus unitaire et massive possible.



## NOUS N'EN FINIRONS PAS D'ECOUTER SES CHANSONS

La compilation de son œuvre, sortie quelques mois avant sa disparition, était classée deuxième au top des ventes d'albums. Il s'était pourtant retiré de la scène depuis plus de trente ans et éloigné "dans ses bruyères d'Ardèche" des paillettes du show-



business.

Mais Ferrat était un alchimiste des mots.

Les siens, au bout d'une plume talentueuse, poétique et révoltée, belle et aiguisée, sans concessions. Amoureuse et révolutionnaire.

Les mots des autres aussi, mais singulièrement ceux d'Aragon. C'est grâce à leur identité de vue sur le monde et à leur admiration réciproque que les vers du poète descendront dans la rue, les écoles et les ateliers.

Il était un humaniste, ne supportant aucune injustice ni souffrance.

Ainsi, le « peuple » qu'il aimait tant, "sa France à lui", la nôtre, a accueilli comme des cadeaux de témoignage ses chansons sur la déportation, la Commune, les guerres coloniales, les vendeuses de magasins, les ouvriers et les paysans. Comme cadeaux d'espoir aussi.

Il chantait comme on manifeste.

Il fut, même si "ses cerisiers ont connu des printemps funestes", d'une grande fidélité à l'idéal communiste.

Lucide, combatif, critique, mais fidèle. Infailliblement.

Parce que, affirmait-il, "l'idée communiste est belle"!

Son départ est une grande tristesse pour les communistes bien sûr, mais aussi bien au-delà!

Sans doute parce que le peuple, dans ses souffrances et ses combats, ses amours et ses espoirs, a perdu un ami, un frère, un camarade.

Son œuvre est universelle, comme une plante vivace malgré la rigueur des temps.

Elle continuera à nous donner de la force. Longtemps, Très longtemps.

Marie-Pierre VIEU, Marie-Laure EYDELIE-BUFFAT, Carole BARBE, Hervé SAINT- MEZARD, élus communistes au conseil municipal de Tarbes vous informent de leurs interventions en séance du conseil.

## **COS toujours, tu m'intéresses !**

Le conseil municipal du 29 mars dernier a évoqué pour la deuxième fois en deux réunions la question de la convention Municipalité/Comité des œuvres sociales (COS) qui malgré le vote d'une subvention de 316 000 euros n'a toujours pas été signée. Question de l'opposition : pourquoi ce retard ?

Réponse de Gérard Trémège « *Je suis prêt à signer mais j'ai demandé des précisions et j'attends des réponses. Il est normal, quand la commune donne des subventions conséquentes, qu'elle puisse demander des comptes* » a répondu Gérard Trémège avant que d'ajouter : « *quand je vois des comptes rendus de conseil d'administration rédigés par des militants CGT avec des agressions inimaginables... Si je dois continuer à me faire agresser, on changera (pour le CNASS, organisme national).* »

En d'autres termes, ce comité qui depuis toujours fonctionne comme un comité d'entreprise géré par le syndicat majoritaire chez les communaux de Tarbes, perpétuant une gestion solidaire des départs en vacances comme de l'arbre de Noël est à nouveau dans le collimateur du maire UMP de Tarbes. Et au moins pour deux raisons : la première est que le premier magistrat de la ville préférerait une sorte d'officine des pouvoirs publics prodiguant des prestations de services standards à ce comité pratiquant une politique de justice sociale géré par les communaux de Tarbes en direction des communaux; la deuxième est qu'il lui devient de plus en plus insupportable de tolérer au sein même de son entreprise (même si publique !!!) des organismes gérés de manière autonome du pouvoir politique en place.

« *Je demande le respect* » a exigé Gérard Trémège. La réciproque doit être vraie lui a rappelé l'opposition dont Marie-Laure Eydelie-Buffat et Marie-Pierre Vieu, élues communistes, lui enjoignant de rapidement signer cette convention.

La gestion du COS est autonome et transparente; au Maire de Tarbes de prouver maintenant qu'il est bon joueur et bon démocrate.

---

## **Le Conseil Municipal interdit de débat sur la réforme territoriale.**

Cela s'est passé le 15 février. Saisie par une proposition de motion portée par la gauche, Gérard Trémège a refusé de débattre de cette question jugée « politique » et donc inadaptée pour une municipalité. Sauf que justement la réforme territoriale dont le premier volet a été la suppression de la Taxe Professionnelle, préconise encore la mise à mal des services publics locaux (non remplacement des départs en retraite, précarisation des carrières) ainsi qu'une réforme du scrutin départemental, régional et de l'inter-communalité.

Où, mieux qu'en Conseil Municipal, pouvait-on en parler? D'autant que le Maire de Tarbes est également Président du Grand Tarbes et Conseiller Régional donc triplement concerné par le dossier. Faut-il ajouter que le 15 février dernier il était encore tête de liste UMP pour les Hautes-Pyrénées, liste conduite par Brigitte Barège sur la région Midi-Pyrénées? Vous avez dit qu'on ne peut pas faire de politique au Conseil Municipal de Tarbes ?

---

## **Caméras de surveillance : On nous aurait menti alors ?**

Les lendemains de défaite électorale ouvrent certains yeux à droite! Voilà que l'on découvre que les caméras de surveillance n'ont plus toutes les vertus dont on les paraît il y a quelques mois seulement; trop chères et surtout inefficaces (dixit un grand magazine scientifique). Bref l'entourage de Sarkozy re-découvre la police de proximité.

Et alors, nous à Tarbes on fait quoi maintenant? On attend sans rien dire ou on demande à la municipalité de reconnaître qu'elle en a fait une belle et on ouvre un vrai débat sur le bien-être et la sécurité publique garantis par de vrais services de proximité ?

## LES FINANCIERS CASSENT: De MOLEX ...

Six mois de prison avec sursis ont été requis contre deux anciens dirigeants de l'usine Molex de Villemur-sur-Tarn pour entrave au bon fonctionnement du comité d'entreprise. Qui osera encore dire que le "bouclier fiscal" préserve les patrons d'aller voir ailleurs s'ils peuvent gagner plus? Le PCF et les élus tarbais rappellent leur solidarité aux salariés de Molex à qui la droite n'offrira pas 586 millions d'euros (coût du dit bouclier à l'Etat) d'indemnités de licenciement.

### ... au Pôle Céramique.

Ils appellent encore à la mobilisation de tous pour sauver un Pôle Céramique dans le département des Hautes-Pyrénées et à une re-dynamisation de la zone industrielle.

Face aux stratégies des directions d'ESK et de la SCT qui ont privilégié l'affairisme et le profit au développement local et à l'emploi, il est urgent que les pouvoirs publics, le Conseil Général et le Conseil Régional pèsent dans ce débat :

- 1 En exigeant un moratoire sur tous les plans sociaux en cours, en imposant une table ronde sur l'avenir industriel dans le 65
- 2 En conditionnant tout soutien de leur collectivité et toute aide publique aux objectifs affichés en matière sociale et environnementale (emploi, recherche, développement)
- 3 En imposant que soient associés les salariés et leurs représentants à toute concertation concernant l'avenir de leur entreprise

Le PCF et les élus tarbais agiront dans ce sens.

### Service public ferroviaire : QUI CASSE?

Haro sur les cheminots grévistes « Ils n'assurent plus le service public, ils prennent en otage les usagers », vous entendez cela à longueur de journée dans tous les médias. En fait il suffit de voir ce qui se passe dans notre département pour comprendre que les cheminots ont de bonnes raisons de lutter pour des effectifs, contre la casse du fret ferroviaire, contre la casse de leur entreprise.

- Aucune marchandise n'arrive ou ne part de Tarbes par le train, tout passe par la route. Et encore plus fort: la SNCF transporte ses traverses de chemins de fer par la route!
- Sur la région Midi Pyrénées 500 TER ont été supprimés depuis le début de l'année pour cause de défaillance matérielle, de manque de personnel ...
- Les pèlerins de Lourdes sont transportés par la SNCF dans des conditions déplorables.

Tout cela à cause d'une politique du gouvernement et de la direction de la SNCF qui préfèrent présenter une entreprise financièrement rentable aux futurs actionnaires d'une entreprise privatisée que de développer un véritable service public de transport ferroviaire.

Alors qui, de la direction de la SNCF, du pouvoir ou des cheminots qui font grève, sabotent le service public?

#### **Parti Communiste Français**

- Je souhaite être informé-e des initiatives du Parti Communiste Français
- Je décide d'être membre du Parti Communiste Français
- Je soutiens et je verse .....euros (chèque à l'ordre de: association de financement du PCF)

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Courriel: .....

Renvoyer au Parti Communiste Français 4 rue des Haras - 65 000 Tarbes -

Tél. : 05 62 93 12 67 - [www.fedepcf65.free.fr](http://www.fedepcf65.free.fr) - Courriel: [pcf65@wanadoo.fr](mailto:pcf65@wanadoo.fr)